



Premier mai 2020 : fête des travailleurs (et des télé-travailleurs) !

Le 1er mai est la journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs, qu'elles et ils soient issus·es du secteur privé ou de la fonction publique. Son origine vient du 1er mai 1886 où une grève à Chicago inaugure une séquence qui conduit à l'obtention de la journée de 8 heures pour les travailleurs et travailleuses des États-Unis-. Ces événements ont pour conséquence une répression extrêmement violente de la manifestation du 4 mai à Haymarket, à Chicago, durant laquelle la police ouvre le feu sur les manifestant·es. Un procès inique, tout à la charge des syndicalistes, condamne ensuite à la pendaison 8 d'entre eux. Ce moment de l'histoire est un condensé de la lutte des classes.

134 ans plus tard, le monde s'apprête à vivre un 1er mai dans le confinement pour la plupart des pays. Les manifestations traditionnelles n'auront pas lieu cette année. Pourtant, en 2020, cette journée, qui est à la fois un rappel des luttes passées et l'expression d'exigences sociales, est toujours d'actualité.

Près de la moitié de la population de la planète appelée au confinement.

La pandémie, avec près de la moitié de la population de la planète appelée au confinement, pose des questions globales et absolues à l'ensemble des peuples et au monde du travail. Globales dans la mesure où aucune aire géographique n'est plus épargnée. Absolues, car il est évident qu'aucun individu ne peut se considérer comme étant à l'abri du risque de contamination. Et comme chaque individu subira les conséquences futures de cette pandémie, le Programme alimentaire mondial de l'ONU a ainsi lancé un cri d'alarme sur les conséquences du Covid-19 en termes d'alimentation. Le nombre de personnes souffrant de faim dans le monde pourrait doubler, atteignant plus de 250 millions d'ici la fin de l'année.

Coronavirus et capitalisme : 2 épidémies à combattre

Aujourd'hui, alors que le 11 mai a été décrété par le président de la République française jour du déconfinement et de la reprise, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de perspective de « retour à la normale ». Cette crise a mis en avant les limites du système capitaliste dans lequel nous vivons. Si rien ne change, nous allons droit dans le mur que ce soit au niveau sanitaire, social ou environnemental. Cette pandémie doit être l'occasion de tout remettre à plat pour que les besoins humains passent avant les profits.

Parce que la logique capitaliste demandant à la santé publique d'être rentable doit cesser.

Le délai de réaction des pays développés, dont les systèmes de santé ont été rapidement submergés, montre que la santé ne doit pas être soumise au diktat de la rentabilité. Les manques d'approvisionnement en matériel de protection et en tests de dépistage, que le gouvernement a essayé de combler, au fil de l'eau, auprès de fournisseurs étrangers, majoritairement chinois l'a bien démontré. Taïwan, forte de ses expériences lors d'épidémies antérieures, disposait d'équipements de protection en quantité, de capacités de production de ceux-ci et d'un département dédié à la gestion des maladies infectieuses. Au contraire, en France on économise sur la santé. En 2017, les établissements de santé comptent un peu moins de 400 000 lits d'hospitalisation à temps complet, soit 69 000 lits en moins qu'en 2003 et même 100 000 lits en moins en une vingtaine d'années... Notre système de santé doit répondre aux besoins de la population, pas à une logique comptable : il faut augmenter les cotisations maladie, alors que les gouvernements successifs n'ont fait que les réduire.

Parce que la logique capitaliste demandant aux salariés de payer le coût de cette crise doit cesser.

Actuellement, les travailleurs et travailleuses en première ligne sont les personnels soignants, les caissier·es, les livreurs et livreuses... C'est donc majoritairement les plus petits salaires qui continuent à se déplacer pour travailler. Plus de 10 millions de personnes sont également actuellement en chômage partiel et perdent donc du salaire. Et c'est encore aux salarié·es de voir leurs droits diminuer (puisque le gouvernement a facilité les semaines de 60 heures par semaine, l'obligation de pose de congé, etc.). Les salarié·es payent donc un coût élevé pour « l'effort de guerre ». Mais quid du monde de la finance ? Est-ce que l'on a arrêté de verser les dividendes aux actionnaires ? Est-ce que l'on exige un effort plus grand des grandes entreprises ? Au moins à celles qui bénéficient d'aides de l'État ? Non, la logique capitaliste veut que seuls les salarié·es payent lors de cette pandémie.

Parce que la logique capitaliste faisant passer l'environnement au second plan doit cesser.

Le capitalisme avec sa recherche de profits toujours plus grands et d'une croissance infinie ne peut pas être compatible avec la sauvegarde de notre planète. Les ressources de la planète ne sont pas infinies. Au 1er août 2018, nous avons consommé plus d'arbres, d'eau, de sols fertiles et de poissons que ce que la Terre peut fournir en un an pour nous alimenter, nous loger et nous déplacer ; nous avons émis plus de carbone que les océans et les forêts ne peuvent en absorber. La crise du Coronavirus doit rappeler que l'espèce humaine reste dépendante de son environnement. Il faut sortir de cette logique capitaliste de consommation infinie, il en va de la survie même de notre espèce.

En ce 1^{er} mai 2020 et plus que jamais face aux urgences sanitaire, sociale et environnementale qui nous touchent

- Nous réaffirmons le droit fondamental à la santé pour toutes et tous, dans et hors travail, car la santé publique c'est la santé au travail et vice versa. C'est également un combat historique du mouvement syndical.
- Nous réaffirmons la nécessité de la réduction du temps de travail (poursuite d'un mouvement historique), et d'un partage de la richesse plus égalitaire qui ne laisse pas des milliards de dividendes être honteusement distribués à quelques actionnaires en ces temps de crise sanitaire, distribution nourrissant demain la crise économique.
- Nous revendiquons pour l'intérêt de la grande majorité de la population le renforcement et l'extension du champ des services publics. Parmi celles et ceux aujourd'hui appelés à permettre la continuité de la vie de notre collectivité et ses besoins de première nécessité figurent beaucoup de salarié·es qui relevaient de statuts publics de fonctionnaires ou assimilés, et qui aujourd'hui sont précarisé·es.
- Nous revendiquons une extension de la Sécurité sociale pour satisfaire les besoins fondamentaux (alimentation, logement, etc.) : le champ de la cotisation doit être étendu pour permettre à chacun de vivre décemment et développer une production porteuse d'une logique alternative à celle du profit. La production doit être relocalisée et contrôlée par la population, pour limiter les risques environnementaux, alimentaires, et industriels.
- Nous revendiquons une indépendance de la statistique publique pour la mettre à l'abri des pressions politiques et économiques de la classe dominante. C'est notre statut et notre combat collectif de diffuser une information statistique de qualité qui sont le meilleur garant de cette indépendance.

Les exigences du mouvement syndical et social en ce 1er Mai restent d'autant plus une urgence absolue que le « jour d'après », les intérêts financiers dominants et celles et ceux qui les servent manifestent déjà la folle envie de nous rejouer le jour d'avant... en pire !

N'attendons pas de ce gouvernement de construire un « monde d'après » égalitaire et solidaire, se sera à nous de le construire en nous regroupant en syndicat, en association, en groupe...

Pour rappel, nous organisons une Assemblée Générale virtuelle le jeudi 7 mai. Vous pouvez dès à présent vous connecter au salon dédié pour cet AG via le lien suivant

Vous pouvez tester le lien dès maintenant, les échanges écrits pouvant commencer avant l'AG.

Bonne fête du 1^{er} mai et bon week-end !

Section Sud DG